

## CONSULTATIONS NON OFFICIELLES DE LA CNUDD: JEUDI 26 JANVIER 2012

Dans la matinée, les représentants des gouvernements, des institutions des Nations Unies et des organisations intergouvernementales et non gouvernementales ont présenté leurs observations liminaires sur l'avant-projet. Dans l'après-midi, les délégués ont entamé des négociations sur les deux premiers chapitres du projet de texte.

### LES OBSERVATIONS SUR L'AVANT-PROJET

Beaucoup de pays ont déclaré que le résultat devrait être plus équilibré, plus ambitieux et davantage orienté vers l'action, mais ont indiqué que le texte actuel pouvait être utilisé comme plateforme pour les négociations.

ISRAËL a mis en exergue l'eau et la technologie et a appelé à placer davantage l'accent sur l'agriculture verte et sur l'éducation au service du développement durable, en particulier pour les jeunes. Le délégué des SYNDICATS DES TRAVAILLEURS s'est opposé à l'idée d'une économie verte fondée sur des mesures volontaires par le secteur privé, a déploré l'absence de référence à l'inégalité, et a encouragé la conclusion d'un accord sur l'imposition d'une taxe sur les transactions financières. La SUISSE a appelé à des mesures et actions concrètes et limitées dans le temps; à une plus grande spécificité sur le passage à une économie plus verte et à des orientations sur les ODD proposés; et à davantage de données sur l'ensemble des engagements proposés. Le porte-parole des AUTORITES LOCALES a encouragé davantage de progrès sur le développement urbain durable et la mise en relief du rôle des gouvernements locaux dans le CIDD.

Le NICARAGUA a appelé: à un mécanisme de transfert de technologie, à des changements dans les modes actuels de consommation et de production; à la réforme de l'architecture financière internationale; et à une nouvelle éthique du développement durable, qui favorise la justice sociale et environnementale. Le délégué de SAINT-VINCENT-ET-GRENADES a mis en exergue: la livraison rapide et fiable de l'aide au développement déjà engagée; l'adaptation du résultat aux besoins des pays en développement; et l'adoption d'une approche centrée sur les personnes. Le VENEZUELA a souligné: la reconnaissance des combustibles fossiles comme élément important de la palette énergétique; la garantie de l'accès à l'énergie pour les pays en développement; la sécurisation de l'accès à l'alimentation, à l'agriculture et à la démocratie; et le respect par les pays industrialisés de leurs engagements, notamment, dans le domaine des transferts financiers et technologiques.

Le BRÉSIL a déclaré: que le document final et Rio +20 doit être pertinent aux niveaux multilatéral, national et de la société civile; que les ODD doivent être un outil pour l'intégration du développement durable à tous les niveaux; qu'il devrait y avoir des rapports sur le développement durable, tels que les Perspectives de l'environnement mondial; que le développement durable devrait être intégré dans la planification du développement national; et que la participation de la société civile devrait être intégrée dans les discussions du développement durable et dans sa mise en œuvre. Le PNUE a suggéré de consolider les différents "cadres d'action" dans

l'avant-projet dans un chapitre unique. Le PNUD a encouragé un résultat solide sur l'énergie et une approche transversale de l'autonomisation des femmes et des filles. L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL a déclaré que les prochaines réunions de son Conseil d'administration et sa Conférence prendront des décisions touchant aux thèmes de la CNUDD.

Le délégué des MALDIVES a souligné: le changement climatique; les océans et les questions de pêche; l'énergie durable; le soutien aux PEID; et, la parité et l'autonomisation des femmes. Le COSTA RICA a déclaré que la réalisation des OMD devrait être un processus permettant de parvenir au développement durable et que les synergies entre les conventions, notamment celles sur les produits chimiques, les déchets et l'environnement, devraient être assurées. La BOLIVIE a souligné l'harmonie avec la nature à travers l'adoption d'une approche de développement holistique et a exprimé sa crainte de voir l'économie verte favoriser les marchés, le paiement des services environnementaux et un rôle faible pour l'Etat. Le délégué s'est opposé à la mention de l'ajustement structurel, a souligné le rôle des peuples autochtones et a accueilli avec satisfaction la proposition des ODD. Les ONG ont appelé, entre autres: à l'adoption d'un nouveau traité pour enchâsser le principe 10 à tous les niveaux; à une convention sur la responsabilité environnementale et sociale des entreprises; à un conseil du développement durable; et à la transformation du PNUE en une agence spécialisée avec la pleine participation des grands groupes dans le processus décisionnel et dans la mise en œuvre.

Le délégué des PEUPLES AUTOCHTONES a appelé: à la reconnaissance de la culture comme le 4<sup>ème</sup> pilier du développement durable; et à l'insertion de références à "l'économie verte" pour rendre compte des multiples valeurs fournies par les économies locales. Le délégué des ENFANTS et des JEUNES a souligné: la jeunesse en tant qu'acteur clé dans une économie verte; la parité et les droits des femmes en matière de procréation; l'amélioration du PNUE et sa transformation en une agence spécialisée; et la prévision d'un médiateur pour les générations futures. L'ARABIE SAOUDITE a souligné le droit au développement et l'éradication de la pauvreté comme priorités absolues pour atteindre une croissance économique durable. Le LIECHTENSTEIN a mis l'accent, entre autres, sur la parité et sur les liens entre l'économie verte, la primauté du droit et l'opportunité économique. Le délégué a soutenu la mise à niveau du PNUE en tant qu'agence spécialisée, et l'élaboration d'un registre mondial du développement durable.

Le délégué des PHILIPPINES a déclaré que Rio +20 devrait être liée à la réalisation des OMD d'ici 2015 et qu'elle devrait englober un cadre de développement durable intégrant la gestion des catastrophes et des risques climatiques. Le fonds des Nations unies pour la population a déclaré que le texte devrait faire référence à l'accès universel à la planification familiale et à la santé procréative. L'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel a proposé de définir, au début du débat, des indicateurs et des objectifs appropriés pour les efforts de verdissement de l'énergie, ainsi que le renforcement de la coopération de l'ONU sur les thèmes, tels que 'ONU-Energie' et 'ONU-Eau'. L'Union internationale des télécommunications a souligné le rôle de l'information et des communications dans le cadre infrastructurel du développement durable. Le délégué de TRINITE-ET-TOBAGO a soutenu le lancement d'un processus d'élaboration des ODD, une fois leur relation avec

les OMD clairement définie, et le renforcement du PNUD dans les domaines clés. La SLOVAQUIE a demandé au Secrétaire de fournir une proposition sur la manière dont l'ECOSOC pourrait aligner son travail sur les objectifs du développement durable. Le GHANA a appelé: à la reconnaissance des institutions comme 4ème pilier du développement durable; à la réorientation des ressources aux fins de favoriser la transition vers une économie verte; à des formulations plus fortes sur la recherche et la gestion des connaissances, la science et la technologie et leurs liens avec la politique, et l'intégration des questions de parité. La TURQUIE a encouragé une concentration sur la différenciation des pays et sur l'éradication de la pauvreté dans les zones rurales.

La FRANCE a souligné l'adoption de mesures pour la participation publique au niveau mondial, avant, pendant et après Rio +20, et a signalé qu'elle accueillera une conférence sur la gouvernance environnementale internationale, le 31 janvier. L'ISLANDE a mis l'accent sur l'engagement de la société civile et sur le traitement, entre autres, des questions de l'environnement marin, des énergies renouvelables et de la parité hommes-femmes. La porte-parole des FEMMES a souligné, entre autres: l'ajout d'un chapitre sur la santé et le bien-être; le traitement des terres, de l'énergie et de l'alimentation en tant que secteurs clés; la mise en place d'un plancher de protection sociale; une mise en œuvre globale du Principe 10 de Rio; et la mise en place d'un organe international indépendant d'évaluation et de suivi des technologies. L'Organisation internationale pour les migrations, également pour la Stratégie internationale de prévention des catastrophes, a souligné: la nécessité d'un cadre de développement durable comprenant des mesures concrètes pour la prévention des risques naturels; l'insertion d'une référence au Cadre d'action de Hyogo; et l'intégration de la migration dans la prévention des risques de catastrophe et l'adaptation au changement climatique. L'Union Internationale pour la Conservation de la Nature a mis en relief: la participation du public; la reddition de comptes; l'établissement d'un lien étroit entre la plate-forme intergouvernementale pour les services écosystémiques et la plate-forme de connaissances proposée; et l'élimination des subventions.

### LES NEGOCIATIONS SUR LE PROJET DE TEXTE

Dans le débat mené l'après-midi sur les propositions d'amendements aux deux premiers chapitres de l'avant-projet, le coprésident Kim Sook a signalé que les chapitres consacrés au Preamble /présentation et au renouvellement de l'engagement politique ont augmenté passant de 2 pages et demie à 31 pages.

Dans le libellé introductif sur les chefs d'Etat et de gouvernement, l'UE, avec les Etats-Unis, a proposé de se référer aux représentants des peuples du monde. Le délégué des Etats-Unis a proposé de supprimer la référence aux chefs d'Etat et de gouvernement.

Au sujet de l'éradication de la pauvreté, et de la stabilité et croissance économique qui profitent à tous, le G-77/CHINE a ajouté l'équité sociale et la durabilité environnementale. L'UE a suggéré l'insertion de paragraphes appelant, entre autres, à la bonne gouvernance et à la primauté du droit aux niveaux national et international.

Au sujet de l'accélération des avancées dans la réalisation des objectifs de développement convenus au niveau international, le G-77/CHINE, soutenu par l'UE, a proposé l'insertion d'une formulation réaffirmant l'engagement à atteindre ces objectifs.

Dans le paragraphe consacré à l'engagement, de nombreux délégués ont déclaré qu'ils ne comprennent pas la référence à "systèmes de soutien de la vie." Le MEXIQUE a proposé un libellé stipulant qu'un développement économique donnant lieu à trop de produits carbonés n'est pas durable.

Au sujet des objectif et thèmes de la conférence, l'UE a proposé l'insertion d'un libellé explicitant davantage la vision intégrée dans les principaux thèmes de la conférence, notamment, la nécessité de prendre des mesures aux niveaux mondial, régional, national et local, et de s'assurer d'une meilleure cohérence au niveau des politiques. L'UE a également proposé l'insertion d'une formulation signalant que le coût de l'inaction dépasse le coût de l'action et que l'action favorisera la durabilité.

Au sujet du renouvellement de l'engagement politique et du sous-paragraphe réaffirmant les principes de Rio, le G-77/CHINE a proposé d'ajouter un paragraphe sur l'importance d'un multilatéralisme intégratif, transparent et efficace, et de la participation pleine et équitable des pays en développement.

Dans le texte réaffirmant l'engagement envers les accords passés, l'UE a proposé d'ajouter la Conférence internationale sur la population. La Suisse a proposé d'ajouter, entre autres, une référence à la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide.

Dans le texte qui se réfère au principe de responsabilités communes mais différenciées, les ETATS-UNIS et le JAPON ont proposé de supprimer la référence à des principes particuliers.

Le G-77/CHINE a proposé l'insertion d'une référence à de nouveaux accords passés, et a encouragé les pays à mettre en œuvre les engagements qu'ils ont pris dans le cadre des Conventions de Rio, entre autres.

Au sujet du texte consacré aux progrès et changements survenus depuis 1992, l'UE a ajouté une formulation sur la recherche et le développement technologique. Le G-77/CHINE a ajouté un libellé sur les écarts croissants entre pays industrialisés et pays en développement. L'Australie a déclaré que le texte doit reconnaître que des centaines de millions de personnes ont été sorties de la pauvreté. La Suisse a proposé l'insertion d'un libellé sur les progrès accomplis dans la protection de la couche d'ozone, dans la réglementation du commerce international des espèces menacées d'extinction et dans la gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques et déchets dangereux, entre autres.

L'UE a proposé un nouveau libellé sur les impacts des modes non durables de consommation et de production sur la capacité des écosystèmes à se renouveler et sur la dynamique des populations. Le G-77/CHINE a proposé un libellé sur le manque de mise en œuvre et d'intégration et leurs impacts sur les défis posés à l'échelle mondiale, notamment le changement climatique.

Au sujet de l'engagement national en faveur du développement durable, le G-77/CHINE a proposé un libellé qui met en exergue les efforts entrepris pour l'intégration du développement durable dans les politiques et plans nationaux. L'UE a proposé un libellé reconnaissant des exemples de progrès et de leadership dans le développement durable. La Suisse a proposé un texte qui souligne le défi de la cohérence entre les politiques sociales, environnementales et économiques.

Au sujet des obstacles et lacunes dans la mise en œuvre des engagements convenus au niveau international, l'UE a déclaré que le texte d'origine est trop négatif. Le G-77/CHINE a proposé des paragraphes supplémentaires traitant: de la pauvreté; de l'aide au développement; des habitudes de consommation et de production; des grands défis et crises actuels; et du chômage.

Au sujet de l'éradication de la pauvreté et de la faim, le CANADA et les ETATS-UNIS ont déclaré que le texte proposé par le G-77/Chine sur l'autodétermination et l'occupation étrangère n'est pas approprié pour ce document.

Au sujet du libellé portant sur les défis auxquels se trouvent confrontés divers groupes de pays, le G-77/CHINE a proposé de le remplacer par des paragraphes distincts évoquant les besoins des PMA, des PEID, des pays africains, des pays à revenu intermédiaire et des pays enclavés, et un paragraphe sur le commerce. La Biélorussie et le Mexique ont appuyé les références aux pays à revenu intermédiaire. L'UE, soutenue par la République de Corée, a ajouté un nouveau paragraphe portant sur les efforts internationaux visant à améliorer l'efficacité de l'aide et la promotion d'une coopération efficace dans le domaine du développement. La Suisse a ajouté une référence aux pays montagneux en développement. La Nouvelle-Zélande a apporté son appui à la référence, proposée par l'UE, aux pays en conflit.

Dans le paragraphe consacré à la diversité, l'UE a souligné la diversité culturelle et naturelle. Le G-77/CHINE a proposé l'insertion de paragraphes sur: l'adoption d'une approche holistique permettant de vivre en harmonie avec la nature; le rôle des droits de propriété intellectuelle et leur impact sur le transfert de technologie; et les sanctions unilatérales qui affectent la capacité d'atteindre un développement durable.

### DANS LES COULOIRS

A l'issue d'un briefing matinal très fréquenté sur le Groupe de haut niveau sur les principaux résultats de la Durabilité mondiale, beaucoup ont déclaré être impatients de voir le lancement du rapport final du Groupe d'experts attendu lundi 30 janvier, au Sommet de l'Union africain, qui se tiendra à Addis-Abeba, Ethiopie. Les délégués ont souligné la pertinence du Groupe de haut niveau pour la CNUDD, l'un d'eux signalant que "beaucoup des propositions du Groupe reflètent nos négociations en cours sur l'avant-projet". Certains ont également indiqué qu'ils attendaient avec impatience les consultations non officielles programmées vendredi, à l'heure du déjeuner, sur les ODD, et qu'ils espèrent y gagner plus clarté sur le processus. "Nous soutenons l'idée d'élaborer des ODD", a déclaré l'un des participants, "mais nous nous attendons à des négociations intenses quand on en viendra à la question de savoir exactement quels sont les thèmes spécifiques devront être inclus dans les objectifs eux-mêmes".

**COMPTE RENDU FINAL DU ENB:** Le numéro du Earth Negotiations Bulletin consacré à la synthèse et à l'analyse finale des consultations non officielles de la CNUDD sera disponible dès le lundi 30 janvier 2012, à l'adresse: <http://www.iisd.ca/uncsd/idzod/>